

**MOUVEMENT DANS LE CORPS DE LA MAGISTRATURE**

# Promotion de nouveaux présidents de cour et de procureurs généraux

**Abdelaziz Bouteflika a procédé, jeudi, à un mouvement partiel dans le corps de la magistrature, annonce la présidence de la République dans un communiqué détaillé. Il s'agit d'un mouvement tout à fait classique, intervenant systématiquement, à de rares exceptions, à cette même période de l'année, coïncidant avec la célébration de la fête nationale de l'Indépendance.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir) -**

Ce mouvement aura concerné 11 présidents de cour, 14 procureurs généraux 11 présidents de tribunaux administratifs et 7 commissaires d'Etat. Les grandes wilayas, comme Alger, Oran et Constantine, sont quasiment épargnées par les changements majeurs au niveau de leurs autorités judiciaires respectives.

Ce ne sera pas le cas de 11 wilayas qui, elles, connaissent de nouveaux présidents de cours, depuis jeudi dernier. Ainsi, Maârouf Tayeb, jusque-là président de chambre et vice-président de la cour de Mascara, est nommé président de la cour de la wilaya d'Adrar. La cour d'Oum-el-Bouaghi sera présidée, désormais, par l'ancien vice-président de la cour de Ouargla, Mansouri Fethi. Pour la cour de Batna, le choix s'est porté sur Saber Naceurdine, un ancien conseiller à la Cour suprême, tandis que le président de la cour de

Sétif, Haddoud Mohamed, est muté au même poste à Tizi-Ouzou. La cour de Sétif est, elle, confiée à une femme, Daoud Zoubeïda, qui exerçait comme présidente de chambre à la cour de Bouira.

Le président de la cour de Boumerdès, Sahraoui Azzedine, est muté lui aussi à la cour de Mostaganem. Alors que Azzoune Mahmoud, jusque-là vice-président de la cour de Batna, est promu président de la cour de M'sila. Même promotion pour le procureur général près la cour de Constantine qui est nommé président de la cour de Boumerdès. Idem pour le président de chambre à la cour de Skikda, Rahmani Benbrahim, nommé président de la cour de la wilaya de Mila.

La wilaya de Ghardaïa connaît également un changement au niveau de la présidence de sa cour qui sera présidée, désormais, par l'ancien président de chambre près la cour



Abdelaziz Bouteflika.

d'Adrar, Fahim Mohamed. Une autre femme sera enfin nommée présidente de la cour de Relizane. Il s'agit de l'ancienne commissaire d'Etat près le tribunal administratif de Mostaganem, Berriah Kheira.

Au titre des procureurs généraux, les changements, mutations ou promotions ne concernent pas moins de quatorze wilayas. De nouveaux procureurs généraux sont ainsi nommés pour les wilayas respectives de

Laghouat (Djouadi Abdenasser), Batna (Lekhal Fodil), Béchar (Sbahi Mohamed-El-Amine), Tamanrasset (Bensouna Omar), Djelfa (Lanassi Rachid), Jijel (Boudjemaâ Lotfi), Annaba (Nahnouh Miloud), Constantine (Benabdelah Mohamed), M'sila (Guenoui Omar), Ouargla (Saouli Salim), Oran (Mostefai Abdelkader), El Tarf (Rahim Ahmed), Khenchela (Ouled Meriem Amel Eddine) et Tipasa (Kherrabi

Brahim). Concernant les présidents des chambres administratives, les changements ont touché 11 wilayas. Il s'agit, respectivement, de : Alger, dont le nouveau président de la chambre est Ettani Mohamed, Oum-el-Bouaghi (Boukraâ Youcef), Annaba (Taguia Ali), Constantine (Khemkhoum Youcef), Mascara (Benhadj Tahar Malika), Bordj-Bou-Arréridj (Benkhacher Nadja), Khenchela (Hamma Rabie), Tipasa (Mahcer Aïssa), Aïn Defla (Moulay Ali), Aïn Témouchent (Haniifi El-Hachemi Amar Malika), et, enfin, Relizane (Habib Ahmed).

Le mouvement dans le corps de la magistrature annoncé jeudi par la présidence de la République concernera également le poste de commissaire d'Etat. Sept wilayas sont concernées, à savoir : Djelfa où Doua Fatima Zohra est nommée commissaire d'Etat près le tribunal administratif, Mostaganem (Ziani Abdellah), M'sila (Chelbi Moncef), Khenchela (Kadri Toufik), Tipasa (Benkherchi Amar), Aïn Defla (Bendjelloul Samir) et, enfin, Aïn Témouchent (Anseur Mostafa).

K. A.

**LE PROJET DE FUSION AVEC LE FC SERA FINALISÉ À L'OCCASION**

## Le MSP réunit, aujourd'hui, son conseil consultatif national

**Le MSP tient, aujourd'hui samedi, une session ordinaire de son conseil consultatif national après celle extraordinaire tenue juste après les dernières élections législatives pour étudier l'offre de rejoindre le gouvernement.**

**Mohamed Kebci-Alger (Le Soir) -** A l'ordre du jour de cette session, exclusivement ou presque, dédiée au projet de réunification d'avec le fils «égaré», le Front du changement conduit par Abdelmadjid Ménasra, adopter les différents documents, statuts et règlement intérieur du MSP nouvelle version après les quelques retouches apportées par une commission ad-hoc composée de

cadres des deux partis. Ceci dans la perspective du congrès de réunification prévu dans quinze jours, puisque devant se tenir le 22 juillet prochain à la Safex, à Alger.

Il s'agira également, lors de cette réunion du conseil consultatif national du MSP, selon un membre du bureau national du mouvement, de ficeler la liste des délégués à ce congrès qui constituera l'acte ultime du projet de réunification engagé il

y a presque cinq ans. Un congrès lors duquel Abdelmadjid Ménasra et Abderezzak Mokri se relayeront à la tête du parti à raison d'une période de 4 mois pour chacun, avant la tenue du congrès ordinaire du mouvement qui doit se tenir en mai 2018.

De son côté, le FC, qui a fait beaucoup de concessions dans ce projet de fusion au vu de son poids électoral révélé par les élections législatives du 10 mai 2012, score qui a fait naître chez Ménasra l'idée d'un retour au bercail, a proclamé, le week-end dernier sa dissolution.

Entre autres de ces concessions, la soumission à la direction du MSP concernant certaines décisions politiques majeures comme par exemple la non-participation au

gouvernement post-élections législatives du 4 mai dernier au moment où son conseil consultatif national avait répondu par l'affirmative à l'offre de Abdelmalek Sellal, chargé par la présidence de mener les consultations en vue de la formation du gouvernement que pilote Abdelmadjid Tebboune.

Pour Ménasra, ce come-back à la maison-mère, le MSP, constitue la planche de salut, lui dont l'aventure en solo, après le clash de 2008, s'est avérée infructueuse.

Avec, dans le sillage de la douche écossaise lors des législatives de 2012 comme ce fut le cas d'ailleurs, pour toutes les composantes de la mouvance verte, une scission dans ses rangs puisque un groupe de cadres du parti mené par

Mustapha Belmehdi et Ahmed Dane ont, à leur tour, préféré quitter le navire du FC pour tenter une autre expérience en créant un autre cadre partisan, El Binaa.

Et au-delà de ses concessions, l'ancien ministre de l'Industrie sous la chapelle du MSP bénéficie d'un retour d'ascenseur, lui qui a été choisi pour mener la liste du MSP à Alger lors du rendez-vous du 4 mai dernier avec l'élection comme députés de certains des cadres de son désormais défunt parti, chose qu'il n'aurait jamais réalisée en solo.

Ceci dans l'attente d'un éventuel retour en fanfare au-devant du MSP lors du prochain congrès ordinaire du mouvement.

M. K.

**OUVERTURE OFFICIELLE DES CAMPS DE VACANCES POUR L'ÉTÉ 2017**

## 5 000 enfants des gardes communaux pris en charge

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Nouredine Bedoui, et son homologue du secteur de la jeunesse et des sports, Ould Ali El Hadi ont présidé, mercredi dernier, la cérémonie du lancement officiel des camps de vacances pour la saison 2017. Une campagne qui bénéficiera à 30 000 enfants des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux. Au cours de la cérémonie, organisée au niveau du «Village africain» de Sidi-Fredj, à Alger, le ministre de la Jeunesse et des Sports a précisé que ces enfants seront accueillis dans des camps répartis sur les 14 wilayas côtières du pays. Ce qui distingue la campagne de cette année, en revanche, est cette louable initiative consistant en la réservation d'un quota appréciable, 5 000 exactement, aux enfants des éléments de la Garde communale. «C'est un geste de l'Etat envers cette catégorie de nos citoyens qui a beaucoup sacrifié pour la nation», précisera le ministre de l'Intérieur, Nouredine Bedoui. Dans une brève allocution prononcée à l'occasion, Bédoui rendra d'ailleurs un vibrant hommage à l'ensemble des membres de ce corps paramilitaire qui a payé un lourd tribut au combat contre la bête terroriste durant la décennie 1990. A signaler aussi que le ministre des Travaux publics et des Transports Abdelghani Zaâlâne et la ministre de la Solidarité nationale, Ghania Idalia, ainsi que le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, ont pris part à cette cérémonie.

K. A.

**TROIS COMMISSIONS EN LITIGE À L'APN**

## Le dernier mot au FLN

**L'Assemblée populaire nationale (APN) a finalisé l'installation de ses structures à l'ultime journée de sa session qui vient de s'achever.**

C'était dimanche dernier lors de la séance de clôture de la précédente session avant le départ en vacances des parlementaires des deux chambres.

Avec l'installation des trois commissions permanentes de la Chambre basse du Parlement qui manquaient à l'appel, objet, faut-il le rappeler, de litige entre le FLN, le MSP et le groupe parlementaire des indépendants.

Il s'agit de la commission de l'habitat, de l'équipement, de l'hydraulique et de l'aménagement du territoire revenue finalement au MSP, et que les députés indépendants ne

voulaient pas lâcher. Ces derniers se sont vu attribuer une autre commission, celle des transports et des télécommunications alors que le FLN s'est attribué la commission de l'agriculture, de la pêche et de la protection de l'environnement.

Ce litige est né après le changement d'avis du groupe parlementaire de l'ex-parti unique qui, dans une première répartition, s'est attribué la commission de l'habitat, concédant celle de l'agriculture aux députés indépendants. Chose rejetée par le groupe parlementaire du MSP, estimant que c'est la règle de la représentation parlementaire qui a été, à l'occasion, bafouée vu qu'il bénéficie d'une présence au Parlement plus consistante que celle des indépendants.

Avec le désir du FLN de prendre la direction de la commission de l'agriculture, le MSP a saisi cette

occasion pour peser de son poids à l'effet d'exiger, en contrepartie, la présidence de l'habitat. Chose qui a fini par se réaliser au bout d'un bras de fer ayant contraint le bureau de l'assemblée à se contenter de l'installation des neuf autres commissions permanentes.

A noter que le FLN s'est attribué la part de lion dans les structures de l'APN avec quatre adjoints au président Saïd Bouhadja, la présidence de cinq commissions permanentes, suivi du RND avec trois postes de vice-président de l'assemblée et la présidence de quatre commissions permanentes, du MSP avec un poste au bureau de l'assemblée et la présidence d'une commission tout comme c'est le cas du groupe des députés indépendants. TAJ, avec ses 20 députés, s'est contenté de la présidence d'une seule commission.

M. K.